Expansion des exportations—Loi

Le vérificateur général a également dit dans son rapport visant l'année financière se terminant le 31 mars 1982, que le temps des rapports et des discussions était terminé et qu'il fallait maintenant prendre des mesures positives en vue d'exercer un meilleur contrôle sur les sociétés de la Couronne. Depuis une dizaine d'années, on ne cesse de nous présenter des rapports exhortant tous les députés à exiger des comptes des sociétés de la Couronne. Nous n'en faisons rien. Nous manquons à tous nos devoirs. Le gouvernement présente le projet de loi C-110 qui réduit encore l'imputabilité. S'ils sont acceptés, nos deux amendements redresseraient la situation. Ce ne sont que deux petits pas dans la bonne direction, car cela ne peut se faire du jour au lendemain. Est-ce vraiment trop exiger du gouvernement?

● (1640)

Je terminerai en parlant brièvement de la gestion de la Société. A priori, la SEE semble bien fonctionner. Après tout, c'est l'une des rares sociétés de la Couronne à avoir vraiment réalisé un projet l'an dernier. Elle a réalisé un profit même si elle est un organisme absolument pas rentable.

En 1982, la SEE comptait 613 employés; elle a accordé des prêts à 62 sociétés et a vendu un peu plus de neuf cents polices d'assurance. Un député qui connaît bien les affaires peut-il me nommer une banque qui compte dix employés par prêt qu'elle accorde?

M. Bradley: La Banque pour l'expansion des petites entreprises.

M. Shields: Peut-être. Je ne l'ai pas encore examinée, celle-là. Y a-t-il un seul ministériel qui puisse me citer une compagnie d'assurance du secteur privé qui émet des polices d'assurance au rythme de une et demie par employé? Qui, des banques gouvernementales, peut me nommer une banque ou une compagnie d'assurance ayant si peu de clients et autant de bureaux dans tout le pays?

Le gouvernement gagne de l'argent en assurant des exportations, mais il ne sait pas bien commercialiser cette assurance. Seule une petite poignée d'entreprises bénéficient d'une subvention de la SEE, et on ne fait pas grand-chose pour en accroître le nombre. Jetons un coup d'œil sur les profits réels de la SEE. Cette société dispose d'un financement illimité. Dès qu'elle s'endette, elle vient chercher de l'argent dans la poche des contribuables. L'an dernier, son profit réel a été de un million de dollars pour un investissement de 961 millions de dollars, soit un rendement de 1 p. 100.

J'espère m'être bien fait comprendre des députés. Nous devons exiger qu'il soit rendu des comptes à qui de droit, c'est-à-dire aux électeurs canadiens. Le principal contact avec les électeurs, c'est la Chambre des communes, les députés qui y siègent. Nous devons prêter l'oreille et réagir aux avertissements des vérificateurs généraux et suivre les recommandations contenues dans les rapports commandés par le gouvernement sur l'obligation de rendre des comptes. Il faut que l'on rétablisse la responsabilité du Parlement. Les deux amendements proposés constituent un petit pas dans cette direction. Je prie les députés de tous les partis, quels qu'ils soient, d'exiger qu'on rétablisse la responsabilité là où il se doit, soit à la Chambre des communes.

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur le Président, je veux reprendre le thème abordé par le député d'Athabasca (M.

Shields). Le député a vraiment mis le doigt sur l'aspect le plus important de ce projet de loi. Nous ne débattons pas simplement les motions nos 3 et 5 que les conservateurs ont présentées à l'étape du rapport et qui permettraient de contrôler les emprunts des sociétés de la Couronne, mais bien, ce qui est plus important encore, toute la question de la responsabilité de ces sociétés. Le député d'Athabasca l'a bien mis en lumière. Je reprends ce thème, car cela remet presque en cause notre rôle au Parlement en tant que représentants de nos électeurs. Lorsque les députés retournent dans leurs circonscriptions, ils s'aperçoivent que le régime actuel et, bien souvent, notre comportement à la Chambre exaspèrent et mécontentent leurs électeurs. Ces derniers sentent qu'ils n'ont aucun contrôle sur ce qui se fait ici et sur la gabegie gouvernementale.

Lorsqu'ils ont créé le Parlement, les Pères de la Confédération ont certainement cru que l'un de ses principaux rôles consisterait à être une tribune où les élus, quels que soient leur métier et leur milieu, pourraient discuter des problèmes qui se posent et avoir leur mot à dire sur les dépenses gouvernementales. On en est bien loin, ce qui explique les exaspérations actuelles. Les gens n'ont rien à dire. Comme député, je suis exaspéré de voir que mon opinion ne compte pas autant qu'elle le devrait, selon moi.

Ce projet de loi met en lumière le fait qu'une société de la Couronne peut accroître les montants d'argent qu'elle peut emprunter, dépenser, prêter ou garantir sans obtenir l'accord du Parlement. Le vérificateur général est le seul à pouvoir vraiment défendre les intérêts du contribuable face aux dépenses gouvernementales. Il a le pouvoir de scruter ces dépenses, quel que soit le parti au pouvoir. L'automne dernier, il a signalé la gravité des craintes exprimées dans ma circonscription lorsqu'il a déclaré et je cite:

Le Parlement se voit de plus en plus coupé d'une partie croissante des activités de l'État. Le recours, de plus en plus fréquent à des sociétés propriété de la Couronne pour exécuter une gamme grandissante d'activités de l'État, a épuisé les possibilités du cadre existant de l'obligation de rendre compte, à tel point que le Parlement n'est peut-être plus en mesure d'exercer ses responsabilités fondamentales de surveillance des recettes et des dépenses de fonds publics.

Cela touche vraiment à ce dont nous discutons aujourd'hui. Malheureusement, bien peu de choses ont été faites. Lorsqu'une société de la Couronne comme la Société pour l'expansion des exportations demande au Parlement un pouvoir accru, nous devons certainement étudier la question de près. Ce n'est pas la bonne orientation à suivre; nous ne faisons qu'empirer les choses. Cela ne fera qu'accroître le sentiment d'aliénation et d'exaspération de tous les Canadiens. La Société pour l'expansion des exportations a certainement du bon. Elle a sa place dans notre société et elle a certainement son utilité dans les limites définies par la loi. Nous le savons tous. Les dépenses de la Société pour l'expansion des exportations ne sont pas suffisamment examinées par le Parlement, et elles ne l'ont jamais été. La Société n'est obligée de déposer ni un budget d'exploitation, ni un budget des dépenses en capital, ni des renseignements sur la taille de sa liste de paie. Qui ici, vous compris, monsieur le Président, pourrait se présenter à la banque et emprunter des sommes considérables sans dire au gérant à quoi elles vont servir? Qui pourrait emprunter à la banque contre ce qui est en fait un chèque en blanc, recevoir de l'argent pour le dépenser à volonté, sans justifier de certaines liquidités, sans dire à la